

# CONVENTION SFEN 2012

## Le nucléaire un an après Fukushima

### Discours d'ouverture

■ **Luc OURSEL**, *Président de la SFEN, Président du Directoire Areva*

**Nous reproduisons ci-après le discours d'ouverture de Luc Oursel, Président de la SFEN, prononcé lors de la Convention 2012 sur le thème : "Le nucléaire un an après Fukushima", les 8 et 9 mars 2012 à Paris.**

« C'est avec un grand plaisir que je vous accueille à la Convention 2012 de la SFEN, Société Française d'Énergie Nucléaire. Compte tenu de la date, notre thème de cette année s'est imposé de lui-même : le nucléaire un an après Fukushima.

Avant que Michel Debes ne les présente dans quelques instants, je veux, en ma qualité de Président de la SFEN, remercier l'ensemble des intervenants qui ont accepté de venir partager leur expérience, exprimer leur opinion et débattre devant notre assemblée.

La qualité de ces participants, comme celle de l'assistance, illustre le dynamisme de la SFEN et son rayonnement international.

Il me faut aussi souligner le grand honneur que représente pour nous la venue du Premier Ministre, Monsieur François Fillon, qui s'adressera à nous dans le milieu de la matinée.

C'est un hommage auquel nous sommes sensibles. Je pense que nous pouvons y voir une marque de reconnaissance de l'apport de la SFEN dans la connaissance des grands enjeux énergétiques.

#### ■ **Le rôle des sociétés savantes et de la SFEN**

Permettez-moi, précisément, de m'attarder sur le rôle de société savante qu'exerce notre association.

Ce rôle est particulièrement important à l'heure où, nous le voyons bien, le fossé entre la science et l'opinion publique ne cesse de se creuser. Un tel divorce est d'autant plus dommageable lorsque surviennent des événements comme celui du Japon, car alors, des décisions graves peuvent être prises sous le coup de la seule émotion et au mépris de toute rationalité. C'est pourquoi, au-delà d'un lieu où se débattent les idées en vue de faire progresser nos connaissances, au-delà de la richesse intellectuelle qui naît de ces échanges, les sociétés savantes doivent tisser et maintenir un lien entre le monde scientifique et la société civile. Sans démagogie, mais sans arrogance.

La confiance du public dans la science ne se décrète pas. Elle ne procède pas davantage de la résolution d'une formule mathématique, elle requiert, de la part des hommes de science, pédagogie, transparence et humilité.

La modernité des sociétés savantes passe - cela peut paraître paradoxal - par un retour au rôle qu'elles ont joué lors de leur essor au siècle des Lumières. Une époque de bouillonnement philosophique, culturel et scientifique au cours de laquelle elles ont largement contribué au rayonnement de la science dans notre pays.

Sans renoncer à la rigueur scientifique, il s'agit de favoriser l'interaction entre la science et la société au sens large, d'expliquer plutôt que de convaincre, d'admettre le doute, de comprendre les peurs de l'être humain face à une technologie dont les performances et la complexité dépassent son entendement.

Hier perçu comme un vecteur de bien-être, le progrès scientifique est, parfois, de nos jours, considéré comme une menace. Alors même que, dans un pays comme la France, comme dans la plupart des pays développés, le progrès scientifique allonge, en moyenne, l'espérance de vie d'un trimestre chaque année.

Je ne vais pas dissenter sur les raisons d'un tel hiatus. Le temps ne me le permet pas. Disons simplement que dans nos sociétés développées, les mythes ne sont pas aux abonnés absents.

En 1958, dans le contexte d'une émission consacrée à la responsabilité des savants du nucléaire et à la question "peut-on arrêter, faut-il arrêter la science ?", Robert Oppenheimer répondit : "le destin de l'homme est de savoir tout ce qu'il peut et de vivre avec cette connaissance".

Cette connaissance éclairée c'est aux sociétés savantes de l'apporter. Dans le contexte post-Fukushima, les travaux de la SFEN doivent, dans cet esprit, apporter la rationalité requise en reconnaissant et en respectant l'émotion suscitée par un tel événement.

Comment s'imaginer que l'accident survenu au Japon à la suite du tsunami qui a ravagé la côte nord du pays pouvait ne pas semer le trouble dans les opinions publiques quant à la fiabilité et la sécurité des centrales nucléaires ?

Bien que la réaction ait été très différente selon les pays, il importe de prendre au sérieux cette perte de confiance si nous ne voulons pas que le débat énergétique se limite au seul positionnement pour ou contre le nucléaire.

#### ■ Des programmes électronucléaires non formellement remis en cause

Le débat sur l'énergie doit échapper aux anathèmes comme aux dogmes, ce n'est pas toujours facile. Albert Einstein ne disait-il pas "qu'il est plus facile de désintégrer un atome qu'un préjugé" ?

Et sur le nucléaire, les préjugés sont légion. Soigneusement entretenus, il faut bien le souligner, par un bataillon d'opposants. Le préjugé par exemple que l'accident de Fukushima aurait sonné le glas de l'énergie nucléaire. Certes, des programmes ont vu leur lancement décalé, mais aucun d'entre eux n'a été formellement remis en cause.

En fait, seule l'Allemagne a pris la décision aussi drastique que brutale de sortir du nucléaire. Ou plutôt de confirmer sa sortie du nucléaire décidée 10 ans plus tôt et sur laquelle le gouvernement était en passe de revenir avant l'accident au Japon.

La Suisse et la Belgique, quant à elles, n'ont pas fermé la porte à de futures mises en chantiers de centrales de nouvelle génération et au Japon, où le traumatisme demeure, le débat est vif mais son issue reste ouverte.

En Europe, une large majorité des Etats membres de l'Union ont réaffirmé leur engagement en faveur de l'énergie nucléaire.

Récemment, une avancée significative s'est opérée pour la construction du premier EPR au Royaume-Uni, à Hinkley Point par EDF Energy. Globalement, le programme britannique est très ambitieux puisqu'il porte au total sur une dizaine de réacteurs.

En République tchèque, en Pologne, en Finlande, en Suède, de nouveaux projets sont lancés ou en passe de l'être à plus ou moins long terme.

Aux Etats-Unis, la permission de construire deux nouveaux réacteurs vient d'être accordée et la reprise de la construction d'un troisième, interrompue dans les années soixante-dix, est en cours. AREVA participe à ce dernier chantier.

N'oublions pas les grands programmes chinois et indiens, ni les nouveaux venus comme la Jordanie et l'Arabie Saoudite.

Au total, chez AREVA, nous prévoyons de façon plutôt conservatrice, une croissance de la base installée de 2 % l'an d'ici à 2030. Il est des hivers plus rigoureux !

#### ■ Garantir la sûreté, la sécurité et la transparence

Si le nucléaire a un avenir, c'est pour une raison très simple. Cette raison est que les facteurs fondamentaux qui présidaient à son nouvel essor demeurent après Fukushima.

Ces facteurs, est-il besoin de les rappeler ? L'indépendance énergétique, la nécessité de limiter les émissions de gaz à effet de serre, la raréfaction des ressources fossiles, la nécessité d'offrir au plus grand nombre l'accès à l'électricité à un prix abordable et prévisible.

Face à ces défis, le développement conjoint des énergies peu émettrices de CO<sub>2</sub>, renouvelables et nucléaire, s'impose. Opposer l'une aux autres est une erreur.

Pour le nucléaire, garantir, dans une démarche de progrès continu, la sûreté, la sécurité et la transparence sont les conditions préalables et indispensables à la poursuite de son développement.

Il est fondamental de redresser la confiance des opinions publiques par un engagement continu en faveur de l'amélioration de la sûreté.

Fukushima a montré la capacité de l'industrie nucléaire mondiale à tirer, sans tarder, les leçons d'un accident, comme elle l'avait fait après Three Mile Island et après Tchernobyl. Cette capacité fait du nucléaire, qu'on le veuille ou non, une façon sûre et propre de produire de l'électricité à un coût compétitif.

A cet égard, je veux saluer le travail de l'Association mondiale des exploitants nucléaires (WANO) créée après l'accident de Tchernobyl en 1986 dans l'objectif de partager les données essentielles pour l'amélioration de la sûreté. Monsieur Stricker, le Président de WANO, vous parlera de la responsabilité collective des exploitants nucléaires.

En France, le rapport de l'ASN, rendu public le 3 janvier 2012, confirme le niveau de sûreté suffisant des installations de notre pays mais appelle à aller au-delà des marges de sûreté existantes afin de renforcer leur robustesse face à des situations extrêmes.

Avec AREVA et EDF, l'industrie nucléaire française a, vous le savez, une longue tradition de sûreté, de sécurité et de transparence.

La légitimité de la filière dans ces domaines se trouve confortée par l'indépendance de l'ASN, l'expertise de l'IRSN, la mise en place des Commissions Locales d'information et du Haut Comité pour la Transparence et l'Information sur la Sécurité Nucléaire. Une organisation complète qui fait référence dans le monde.

Sûreté, transparence, responsabilité, acceptation par les opinions publiques, tous ces thèmes vont être débattus et vont nourrir les échanges au cours de ces deux jours. Des échanges qui, je n'en doute pas, seront riches et fructueux pour chacun d'entre nous.

Encore une fois, je veux remercier les personnalités qui ont accepté d'intervenir à notre convention. Un grand merci aussi à ceux, que je sais nombreux dans cette salle, qui ont contribué à écrire les pages les plus glorieuses de l'histoire du nucléaire français. C'est grâce à eux, à leur conscience professionnelle, leur sens des responsabilités, qualités que je sais largement partagées par la communauté nucléaire internationale, que le développement de l'industrie nucléaire n'a pas été remis en cause par l'accident de Fukushima.

Pour conclure, je voudrais que nous ayons une pensée pour les 20 000 victimes du tremblement de terre et du tsunami qui ont frappé le Japon il y a un presque tout juste un an. Je veux aussi saluer le courage de nos amis japonais, en particulier de ceux qui, jour après jour, travaillent sur le site de la centrale de Fukushima pour remédier aux conséquences de l'accident. Qu'ils sachent que notre solidarité est totale et aussi forte qu'au premier jour. »

